



## Congo Hold-up

Congo Hold-up, la plus grande fuite de documents sensibles d'Afrique, révèle comment la banque privée BGFI a été utilisée pour détourner des fonds publics et des ressources naturelles de la

RD Congo, principalement pour l'enrichissement de l'entourage de l'ancien président Joseph Kabila. Les données de Congo Hold-up comprennent plus de 3,5 millions de docu-

ments internes de la BGFI, et les détails de millions de transactions, partagés avec Le Soir et 18 médias par la Plateforme de protection des lanceurs d'alerte en Afrique et Mediapart. Une

enquête de six mois coordonnée par le réseau d'investigation EIC, qui expose en détail les astuces utilisées par la BGFI et ses clients pour dissimuler la corruption endémique.

ENQUÊTE

# Le « contrat du siècle » entaché par une corruption à échelle industrielle

L'enquête « Congo-Hold-up » démontre la corruption massive du régime Kabila par les intérêts chinois, en marge du mégacontrat « minerais contre infrastructures ». Alors même que ce « contrat du siècle » est unanimement considéré comme un fiasco pour les Congolais. Des millions ont terminé dans la poche d'hommes d'affaires belges, entre autres.

LOUIS COLART

Peut-on faire entrer 2,5 millions de dollars dans une valise ? Ou un sac ? L'intermédiaire chinois « David » Du Wei prouve que oui. Le 5 juillet 2018, il sort de la banque BGFI de Kinshasa avec 13.624 billets de cent dollars, 10.001 billets de cinquante et 43.000 petites coupures.

Du Wei vient de vider définitivement les comptes de sa société, Congo Construction Company (CCC). L'exploit n'est pas mince, puisque ces comptes sont théoriquement gelés par le service compliance de la banque gabonaise, qui soupçonnait des irrégularités. La BGFI avait donc interdiction de laisser filer ces millions.

« Les comptes de Congo Construction Company ont finalement été vidés », s'horripile le jour même le chef de l'audit interne de la BGFI RDC, Yvon Douhore. « Je manque de mots... », réplique un collègue le lendemain. « Nous sommes vraiment dans un autre monde », hallucine Douhore dans un courriel.

Avec ces 2,5 millions en liquide, l'intermédiaire chinois a fait s'évaporer les derniers dollars de ce qui s'apparente à une gigantesque opération de corruption, menée entre 2012 et 2018 par des entreprises chinoises envers le cercle rapproché de l'ancien président Joseph Kabila. Objectif : obtenir l'aval du pouvoir congolais en marge du « contrat du

siècle », aussi qualifié de deal « minerais contre infrastructures ». Avec la complicité de la banque BGFI et le manque de vigilance de plusieurs grandes banques internationales.

C'est ce que révèlent la nouvelle enquête Congo Hold-up et ses 3,5 millions de documents, obtenus par Mediapart et l'ONG PPLAAF, partagés avec *Le Soir* et 21 autres médias ou ONG, sous la coordination du réseau European Investigative Collaborations.

Selon ces millions d'informations épluchées depuis six mois, notamment par l'ONG anticorruption The Sentry et nos confrères de Bloomberg et Mediapart, la Chine a pu prendre le contrôle d'une grande partie des richesses minières de la RD Congo avec l'appui d'un véritable programme de corruption. Planifié au départ d'une caisse noire, la CCC, et orchestré par un intermédiaire influent, le Chinois Du Wei (surnommé « David »), cette campagne de corruption est intervenue à des moments clés du partenariat « minerais contre infrastructures ». Un deal à 6,6 milliards de dollars signé en 2008 par un conglomérat chinois et le président de la RDC, Joseph Kabila.

Ces révélations explosives éclairent sous un jour nouveau l'histoire moderne de ce pays : premier producteur africain de cuivre et premier mondial de cobalt, mais dont la majorité de la population vit avec moins de 2 dollars par

jour.

**41 millions retirés en liquide**

Ce « contrat du siècle » était essentiel pour la stratégie industrielle de la Chine, qui a fait main basse sur une grande partie des ressources minières du Congo. Les groupes chinois gèrent aujourd'hui la moitié de la production de cobalt du pays et 70 % de celle de cuivre. Mais les contreparties promises sont largement restées au stade de vaines promesses, comme le rappelle ces derniers jours la presse internationale, alors que se tient ce lundi un sommet Chine-Afrique à Dakar (Sénégal).

Aucun des 31 hôpitaux prévus par Pékin, ni les deux universités, n'ont été construits. Le réseau routier congolais est toujours un chantier à mener (10 % des promesses tenues). La plupart des infrastructures manquent ou sont en mauvais état. Plusieurs rapports dénoncent un fiasco retentissant.

Si les contreparties chinoises restent à chercher, l'argent opaque et les pots-de-vin, eux, ont bien circulé.

L'enquête Congo Hold-up démontre que la société CCC a reçu 65 millions de dollars (environ 57,4 millions d'euros) sur ses comptes à la BGFI entre janvier 2013 et juillet 2018, dont 41 millions ont été retirés en liquide, ce qui rend l'argent difficilement traçable. Mais nous pouvons établir sur base de docu-



## 2012 Une première opération pour arroser les associés de Kabila

En 2012, le « contrat du siècle » bat de l'aile. Des députés congolais grondent, ralentissent l'entrée en vigueur de l'exemption d'impôts de la Simines. Une banque publique chinoise suspend provisoirement son soutien. Il y a péril en la demeure pour les investisseurs chinois. C'est le moment choisi pour alimenter une première fois la société paravent CCC.

La même année, l'intermédiaire chinois « David » Du Wei fonde cette société dont il possède 80 % des parts. Le reste revient à Guy Loando (29 ans à l'époque), un avocat et homme politique aujourd'hui proche du président Tshisekedi (lire par ailleurs).

Du Wei, qui travaillait pour la Sicomin, est devenu consultant pour le Bureau de coordination et de suivi du programme sino-congolais (BCPSC), l'agence publique créée par Kabila pour surveiller l'avancement du contrat.

« Monsieur David » est à l'intersection de tout. Sa Congo Construction Company ne va jamais rien construire. Ce n'est pas son objet : elle servira de caisse noire au service des ambitions secrètes des intérêts chinois et de la kleptocratie congolaise. Tout naturellement, CCC loge ses comptes dans la banque BGFI RDC, dirigée par Francis Selemani, le frère du président Kabila. C'est d'ailleurs Francis Selemani qui gère personnellement les avoirs de CCC, montre notre enquête.

Peu après sa création, CCC verse 13



millions de dollars aux sociétés de deux associés belgo-congolais de Joseph Kabila, via un stupéfiant tour de passe-passe financier.

**Étape 1 : l'emprunt détourné**

Selemani obtient de la maison-mère de la BGFI un prêt de 40 millions de dollars, qui doit être alloué au gouvernement pour financer le Sommet de la francophonie 2012, organisé à Kinshasa.

Mais la BGFI RDC ne prête que 26 millions à l'Etat, et verse, en septembre 2012, 7 millions de dollars à la Société des grands élevages du Bas-Congo (GEL), la puissante société agricole du président Kabila. A l'époque aux mains

du duo d'hommes d'affaires belgo-congolais Alain Wan et Marc Piedboeuf, qui en ont transféré la propriété à Joseph Kabila quelques mois plus tard. MM. Wan et Piedboeuf étaient déjà au cœur des révélations du scandale Egal, cette entreprise d'alimentation qui a reçu 43 millions de dollars de fonds publics détournés ; dont une partie a financé leur super-yacht de luxe.

**Étape 2 : le Bureau de contrôle assume le remboursement**

Intervient alors un autre Belge. Puisque GEL a reversé ces 7 millions sur un compte en Suisse de HMIE, une société offshore immatriculée aux îles Vierges britanniques, pour un « achat de maté-

riel agricole ». HMIE appartient à l'homme d'affaires belge Philippe de Moerloose, souvent en affaires avec le Congo dirigé par Joseph Kabila. Interrogé, il nous a répondu qu'il s'agissait bien d'une vente de matériel agricole.

Dans la foulée, le BCPSC emprunte 14 millions à la BGFI, sur un compte ouvert pour l'occasion, quatre jours plus tôt, par le patron du BCPSC Moïse Ekanga. Avec cet argent, l'agence de suivi du programme sino-congolais paie 7 millions à la banque pour compenser le paiement à GEL, et verse 6 millions de dollars à MW Afritec, la société de travaux publics du duo Wan-Piedboeuf.

© TWITTER / AMBASSADE DE CHINE EN RDC

**Étape 3 : ventiler les fonds jusqu'à Bruxelles**

MW Afritec a ensuite dispersé l'argent aux quatre vents : un demi-million retiré en cash, 3,2 millions virés sur d'autres comptes des sociétés du duo belge, tandis que 2,5 millions de dollars ont atterri sur un compte ING à Bruxelles, « adossé » à une société sans existence légale. Un compte dont *Le Soir* et ses partenaires ont déjà révélé certaines opérations suspectes.

La banque ING n'a pas souhaité s'exprimer sur le compte de l'un de ses clients.

Enfin, un demi-million est retiré en espèces et un demi-million viré à Carrières du Congo, une société minière du même réseau Wan-Piedboeuf.